



# La Commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste  
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA  
IV<sup>e</sup> Internationale

Paraît le  
Mardi  
Jeudi  
Samedi

**Préparons des 1<sup>er</sup> Mai de victoire !**  
**Pas de ronde de la paix avec les Versaillais**

## CLASSE contre CLASSE ! vers les Soviets !



Nous avons connu des 1<sup>er</sup> Mai de combat où le prolétariat en masse descendait dans la rue.

Pour la disputer, pied à pied et pavé par pavé, aux brigades centrales que la bourgeoisie au pouvoir lan-

çait contre lui.

Reliant les luttes passées aux luttes présentes, les travailleurs s'arrachaient pour une journée à la mine ou à l'usine et faisaient du 1<sup>er</sup> Mai une journée historique qui jalonnait ainsi leur mouvement ascendant de classe, et symbolisait la lutte des classes avec son caractère international, politique et revendicatif.

Avec, aussi, son caractère nécessaire de violence. A la schlague capitaliste, les prolétaires répondaient par leurs propres manifestations revendicatives, et s'élevaient ainsi à la nécessité d'une action violente contre le capitalisme, contre le patronat exploiteur qui en est l'expression concrète, tangible... et vulnérable.

Car la schlague peut mater des révoltés, elle peut aussi attiser les révolutions.



En ce 1<sup>er</sup> Mai 1938, les travailleurs auront le choix, après le traditionnel pointage des cartes syndicales, entre les deux points de rassemblement auxquels les convient et la S.F.I.O. et les stalinien. Vincennes ou Satrouville ?

Ni à Vincennes, ni à Satrouville, pour peu qu'ils se conforment aux « instructions » des dirigeants, ils n'auront à lutter pour le droit à la rue.

C'est qu'avec de tels chefs, les manifestations processionnelles dans la rue sont pour la bourgeoisie un élément de sécurité. C'est quand les travailleurs occupent l'usine que, maintenant, la bourgeoisie prend peur.

Or, la dernière grève est trahie, évacuées les usines... et si la répression gouvernementale ne chôme pas, c'est contre l'avant-garde révolutionnaire qu'elle sévit.

La bourgeoisie a complété ses méthodes et son appareil de domination. En même temps que la répression brutale, elle use largement des poisons stalinien et réformistes, dans l'espoir que, circulant largement dans les veines du prolétariat, ils y engourdiront invinciblement les énergies.

Calcul faux quant aux résultats.

Certes, ce n'est pas un 1<sup>er</sup> Mai de victoire

qui se reflète dans les appels amorphes de l'Huma ou du Popu.

Mais pas plus que la Commune de Paris, dont la date commémorative s'approche, les travailleurs trahis ne sont pas vaincus, et leurs forces restent intactes.

La III<sup>e</sup> Internationale peut centrer son appel-manifeste contre les « bêtes trotskystes qu'il faut abattre » et qu'elle assimile d'ailleurs... à Walter Citrine ; Thorez et



### CHEZ CITROEN

Ces pros, réunis devant l'objectif, étaient coude à coude dans l'action.

En plaçant côte à côte la grande « Humanité » qui les a trahis, et notre petite « Commune » qui les défend, c'est deux politiques, deux Internationales qu'ils opposent. Celle qui les entraîne à la défaite, et celle qui les conduira à la victoire.

son Bureau Politique peuvent ressasser le mot « unité » et inviter à la ronde de la paix sur les tombes des Communards, main dans la main avec les Versaillais ; les travailleurs de ce pays comprennent de plus en plus que c'est dans la IV<sup>e</sup> Internationale qu'est le salut, parce que c'est la IV<sup>e</sup> qui perpétue l'expérience, l'enseignement et les méthodes victorieuses en 1917.

Le 1<sup>er</sup> Mai 1938 se lève sur la strangulation des conquêtes ouvrières arrachées par tout un passé de luttes ; il éclaire un proche avenir lourd de misère, de dictature et de guerre.

Mais le dernier mot peut et doit rester au prolétariat, s'il s'engage dans la seule issue où nous l'appelons et où nous serons à ses côtés : les Conseils d'entreprises, les milices armées, les Soviets.

C'est sur ce programme qu'il faut réaliser l'unité révolutionnaire et préparer de prochains 1<sup>er</sup> Mai de victoire.

Notez que :

L'Assemblée d'actif

de la région parisienne aura lieu le Vendredi 6 Mai

L'ordre du jour portera sur :

Un rapport du C.C. sur son activité depuis le C.C. national ;

Un rapport politique sur la situation créée par la dissolution de la Fédération Socialiste de la Seine.

Chaque groupe doit être largement représenté.

Le C.C. se réunira samedi soir, à 20 heures précises. Lien sur convocation individuelle.

### Diffusons la Commune

LA campagne menée pour la diffusion de « La Commune » commence à porter ses premiers fruits, et il est bon de faire connaître à tous nos lecteurs le travail persévérant de pénétration accompli par quelques camarades.

Nous devons signaler l'effort systématique de nos militants des Landes, Lot-et-Garonne, Bouches-du-Rhône, Charente-Inférieure, Gironde, et surtout de la région lyonnaise.

A Lyon, « La Commune » était en vente dans 9 kiosques. Maintenant, notre journal se vend à Lyon et la banlieue, Villeurbanne, Oullins, dans 40 kiosques, librairies, dépôts. Régulièrement, nos camarades vendent le journal à la criée, et le diffusent dans les boîtes.

Il faut que tous les camarades suivent cet exemple. Il faut répondre à la répression qui frappe à nouveau l'avant-garde révolutionnaire par un redoublement d'effort dans le travail de pénétration.

Vous diffuserez partout notre journal.

Pour favoriser et améliorer sans cesse la vente,

il faut nous demander notre matériel de propagande, nos affiches et papillons doivent partout être collés, nos tracts distribués.

Vous nous signalerez les villes, localités, coins où « La Commune » n'est pas encore en vente.

Tous, vous serez les propagandistes pour la diffusion la plus large de nos mots d'ordre.

#### NOTRE SOUSCRIPTION DE LA SEMAINE

Un sympa 1. — Oul. 5. — Tal. 30. — Soutien 3. — G.H., 2. — Ma., 4. — Alfred, 6. — Groupe du 14<sup>e</sup>, 15. — Liste de souscription n° 1003 G.H. 2 ; Ma., 4 ; Alfred 6 ; un sympa 2,50 ; R. 5 ; Lotte 3 ; V. 2 ; Trio 10 ; total 34 fr. 50, pour le soutien. — Puteaux, 30. — 14<sup>e</sup> Phalange, 10. — 19<sup>e</sup> B., 20. — Souscription région lyonnaise, 39. — Liste de souscription 1041 : Pour le journal, 10 ; Gran, 5 ; M.H., 4 ; Théo, 10 ; Marcel, 10 ; Sympa, 3 ; le souscripteur, 20 : total de la liste : 62. — M.R. Phalange, 25. — Phalange région lyonnaise, 91. — du Lot, 40. — Ver, 40. — H.M., 10. — Her, pour « La Commune », 50. — Un sympa jeune, 2.

Total : 479 fr. 50.

## Première journée de conversation à Londres

**L**A première journée s'est bien passée, déclare la presse unanime, l'accord est de plus en plus cordial ! En vérité, les sujets débattus étaient plus ou moins réglés. La reconnaissance de la conquête éthiopienne, le scénario de cette reconnaissance à Genève : cela c'est déjà du passé. Mussolini a gagné, il n'y aura plus qu'à enregistrer.

L'accord franco-italien : Chamberlain s'est offert à huiler les engrenages qui pourraient grincer, notamment sur la Tunisie : « Soyez tranquille, j'arrangerai cela. »

Le problème espagnol : Mais, au fait, y a-t-il encore pour ces messieurs un « problème espagnol », puisque les accords anglo-franco-italiens sous-entendent la victoire de Franco. Le problème qui restait à régler c'est une question de méthode : comment faire pour que le lâchage des républicains ne fasse pas trop hurler le bon peuple, et surtout, comment faire pour s'entendre avec Mussolini sur la politique à venir en Méditerranée et en Espagne ? — Sur le premier point, on va refaire marcher le fameux comité de « non-intervention » ; on enverra des enquêteurs, on réembarquera quelques volontaires, pendant qu'on ferme aux trois quarts la frontière française, on combinera, on verra !

La collaboration franco-britannique. Il semble que, sur le plan militaire, de gros progrès aient été faits : politique d'achats en commun d'avions et de ravitaillements divers aux Etats-Unis, coordination militaire sérieuse, etc... Sur le plan diplomatique, le geste que fait l'Angleterre d'accepter de lier ainsi son sort à la France n'est pas sans conditions. Il faudra être sage, « unis, unis » en France, coûte que coûte favoriser le rapprochement avec Mussolini et sans doute laisser faire en Europe Centrale, distendre enfin quelque peu les liens, déjà plus mous, franco-soviétiques.

C'est très sagement que les diplomates ont réservé l'attitude à prendre vis-à-vis de la Tchécoslovaquie pour le second jour. Il semble en effet qu'il y ait là-dessus de graves divergences.

Pour Londres, la bagarre avec Hitler apparaît presque inéluctable, mais Chamberlain continue à vouloir gagner du temps, tout à la fois pour réarmer et pour détacher Mussolini d'Hitler. Toute la politique anglaise tient dans ces deux buts. Mais pour Paris, lâcher la Tchécoslovaquie, c'est perdre de gros intérêts, c'est surtout perdre toute influence en Europe Centrale, c'est laisser amoindrir l'alliance franco-russe (et sait-on quels revirements peuvent en découler ?), c'est enfin risquer bien des difficultés intérieures.

Le vent d'union sacrée que soufflent réformistes et stalinien se refroidira bien vite quand les masses verront sous son vrai jour la comédie de cette prétendue lutte des « démocraties qu'il faut soutenir » contre les fascistes ; la trahison des républicains espagnols, l'abandon de l'accord avec Prague, ouvriront bien des yeux. Le Jacobin Daladier doit vivre des heures pénibles. — « O ma patrie capitaliste, comment te défendre ? Comment continuer aussi à bernier le peuple ? »

Consolons-nous, nous n'attendrons plus bien longtemps la décision ; il apparaît que l'affaire tchécoslovaque sera bientôt réglée — il fera peut-être chaud en mai !

### NOTRE PERMANENCE :

Tous les jours de 19 à 20 heures  
36, rue du Château-d'Eau, 36

## Après la grève des métallos

**L**ES protestations des bureaucrates s'accumulent contre les manœuvres patronales. Le Syndicat, la Fédération des Métaux, l'Union des Syndicats de la Région parisienne, chacun y va de son petit couplet. Mais tout cela tourne court et le patronat s'en moque. Les métallos parisiens ont été vaincus, rien ne servirait de le dissimuler. La défaite est lourde. Des conquêtes de juin 36, la plus importante : LA SEMAINE DE 40 HEURES, a été entamée. Le patronat des usines d'aviation a le droit de faire faire 45 heures. Demain, ce sera applicable à l'écrasante majorité des métallos, puis aux autres corporations. Car, avec la guerre totale, il n'est ni une industrie ni une entreprise qui puisse prétendre ne pas intéresser peu ou prou la défense « nationale ».

Le patronat de l'aviation a obtenu les 45 heures. Le Syndicat a juré ses grands dieux que cela n'était applicable que lorsqu'il n'y aurait plus de chômeurs dans la corporation et qu'aucun ouvrier ne ferait moins de 40 heures. C'est ce que les dirigeants du syndicat ont affirmé, tout en se gardant de faire connaître les termes de la convention collective de l'aviation qui est signée. Et, déjà, chez Gnome et Rhone-Kellermann, certains ateliers font 45 heures, tandis que d'autres ne font que 35 heures, et que, dans les bureaux de pointage le nombre des métallos en chômage est de plusieurs milliers...

Les protestations des bonzes syndicaux ne sont que des grimaces pour dissimuler leurs figures de traîtres. Si les métallos n'ont pas obtenu satisfaction, c'est de leur faute. Ils ont empêché des mouvements lorsque la période était beaucoup plus favorable qu'en fin avril (par exemple, lors des grèves Goodrich et des Services publics), le mouvement déclenché, ils l'ont torpillé à chaque étape.

Il faut le dire et le redire : c'est volontairement qu'ils ont mené les métallos à la défaite. Ils l'ont fait pour le même motif qu'il ont exigé du patronat, à « La Lorraine », le renvoi de deux ouvriers s'opposant à la capitulation. Ils l'ont fait pour assurer la « défense nationale », c'est-à-dire la défense des intérêts capitalistes.

Dans le numéro d'avril de « l'Union des Métaux », organe de la Fédération des Métaux, Croizat expose que les résolutions prises au Comité national extraordinaire de la Fédération, le 6 mars 1938, n'ont pas été appliquées, que la Commission exécutive du 14 avril a pris des décisions autres... parce qu'entre temps la situation internationale s'est aggravée. Bien entendu, Croizat affirme que la guerre est le résultat de « la politique pratiquée par la grosse industrie et le gros capitalisme » : il ne s'agit pas, dit-il de réviser cette vérité historique, quoique sa phrase contient une certaine révision, car il évite soigneusement de mettre en cause le régime capitaliste et qu'il introduit le terme de « gros capitalisme ».

Quoi qu'il en soit, ce coup de chapeau tiré à la « vérité historique ». Croizat dit qu'il faut assurer la défense nationale. Embarrassé pour se justifier, il essaie d'expliquer que la tactique varie « selon les situations et le moment », il dénonce les « théoriciens en chambre », reprend

**C**ETTE rubrique mériterait que nous traitions à fond les questions soulevées par une lettre de Trotsky sur le développement des divergences politiques dans le P.O.I. et le P.S.R. belges. Trotsky conclut qu'un réarmement politique est nécessaire. A ce sujet, Trotsky n'a pas tort, mais la vie politique d'une organisation prolétarienne dépend essentiellement du régime qui y est instauré, des informations politiques que les militants échangent, du sens critique qui se développe. Là où commence le stalinisme, le niveau politique baisse. En reproduisant dans notre « Vérité », qui est sous presse, des extraits de cette lettre du « Vieux », nous formulerons notre opinion.

Il nous faut aujourd'hui, et cela n'est guère attrayant, répondre à la rédaction de la « L.O. ». C'est une nécessité politique, c'est pourquoi nous le faisons. La « L.O. » polémique contre notre organisation d'une manière odieuse et mensongère. Les quelques rédacteurs habitués de ces articles contre le P.C.I. savent qu'ils mentent et n'acceptent aucune confrontation... Ils font de Molinier un homme qui « ne connaît pas les difficultés matérielles », qui « finance ». Tantôt ils exposent à leur façon d'où vient l'argent ; d'autres fois, oubliant qu'ils ont donné une explication, ils sous-entendent, sans penser ni formuler une ombre de présomption, que l'origine est suspecte.

Autant d'infâmes calomnies des mêmes hommes qui, affelés par une éventualité de répression, proposaient à Molinier de choisir entre démissionner et continuer à « financer », ou d'être exclu com-

## LE COIN

sans rien omettre le vocabulaire des plus fiefés réformistes de jadis.

Les métallos qui ont compris la trahison sont de plus en plus nombreux. Quelques-uns sont déçus, frappés par le découragement qui pèse sur la masse des métallos. Rien ne serait plus utile aux bureaucrates que de se laisser aller.

La bataille a été perdue. Il faut préparer la revanche. Pour cela, il faut, avant tout, constituer dans chaque usine des noyaux de métallos révolutionnaires, acquérant une cohésion par l'élaboration d'un programme de lutte. Les métallos communistes-internationalistes ont largement développé le leur depuis juin 36. Ils ont propagé le mot d'ordre du contrôle ouvrier, la création de conseils d'usines, la tenue d'un congrès des usines. Aujourd'hui, les métallos du cercle « Lutte de classes » envisagent la tenue d'une conférence des métallos, bravo ! Nous appuierons les efforts qui seront faits. Dans la défaite d'hier, les métallos puiseront les enseignements de la victoire de demain.

### La « Commune » est en vente

Lyon : Gare et 40 kiosques, librairies.  
Marseille : kiosque de la Bourse du Travail et nombreuses librairies.  
Avignon : kiosque Domengue.  
Agen : kiosque Caujolle.  
Le Havre : gare automobile, Hôtel de Ville, place Gambetta, Rond-Point.  
Grenoble : Tabac-journaux, 149, cours Bernat.  
Bordeaux : kiosque 33, cours Victor-Hugo et nombreux kiosques.  
Poitiers : « La Civette », tabac, place d'Armes.  
Toulouse : kiosque Maylin, allées J.-Jaurès.  
Saint-Claude : dépôt Hachette, rue du Pré.  
Lille : gare et nombreux dépôts.  
Auxerre : gare et dépôts.  
Aix : gare et nombreux dépôts.  
Périgueux : gare et nombreux dépôts.  
Toulon : gare et nombreux dépôts.  
La Rochelle : gare et dépôts.  
Strasbourg : gare et place du Corbeau, et dans les dépôts de : Valentigney, Rion-des-Landes, Saint-Sever, Oullins, Villeurbanne, Saint-Etienne, Nouzonville, Ucel, Vals-les-Bains, Metz, Antibes, Hyères, Arcahon, Saint-Julien-en-Jarcy.

### NOTE DE L'ADMINISTRATION

Les camarades responsables régionaux de la vente de « La Commune » sont priés de nous donner de suite les renseignements que nous avons demandés dans notre dernière circulaire.

### BONS DE SOUTIEN

Le camarade ayant le n° 503 peut passer au Centre prendre ou nous commander brochures ou livres à son choix jusqu'à 12 fr., que nous lui remettrons gratuitement.



Les problèmes de la IV<sup>e</sup>

me « indigne ». Les mêmes hommes (sauf Péro-Gottlieb, reconnu depuis comme agent du Guépéou, sauf Zeller exclu pour « légèreté criminelle », sauf Corvin tout aussi léger, sauf Clair tombé dans une provocation sur laquelle il y aura lieu de revenir en temps utile, sauf Breton passé au P.P.F., etc...), enfin, ce qui reste du C.C. qui nous metta.t en juin 36 en minorité, traitait de provocation la tentative ébauchée de faire tourner des usines ! Ce sont ceux qui restent de cette « direction » qui osent parler de faussaire lorsque toute leur intrigue fut, à l'époque, basée sur l'envoi à Trotsky d'un procès-verbal faux et inconnu de nous, où ils n'hésitaient déjà pas, à l'époque, à salir les sentiments intimes de solidarité, de vue et de travail qui avaient, des années, uni le noyau du P.C.I. à Léon Davidovitch.

Leurs putrides intrigues n'ont, à l'époque ni depuis, reculé devant rien. Nous organisons une réunion de grévistes : l'ex-secrétaire de Marchandeau, Rous, avocaillon dont la bonhomie n'est qu'un signe d'opportunisme sénile, est délégué pour « développer notre politique » (ainsi s'exprime la « L.O. »...)

« Leur politique » : pas un mot sur les grèves ; les attaques personnelles continuent, qui furent ce jour-là suivies de notre part d'un avertissement que « La Commune » a relaté. Deux semaines se passent, et ce qu'un camarade fit est transformé en attentat prémédité avec « limousine », de laquelle on fait descendre ceux que le rédacteur a le désir de vouloir faire descendre, dans le but de calculs infects. Ainsi, la camarade Jeanne Martin, qui fut frappée lors de cet inci-

# MAI 1936 - MAI 1938

## Mai 1936

**L**E mois de mai 1936 aura marqué la grande victoire électorale du Front populaire. Après une campagne qui se déroula tout entière sous le signe du slogan : « Pain, Paix, Liberté », les travailleurs firent triompher l'alliance monstrueuse de la bourgeoisie radicale avec les partis traditionnels de la classe ouvrière. Partout, les stalinien avaient travaillé à regonfler les amis politiques du « fusilleur » Daladier et une majorité de Front populaire entra à la Chambre.

Le 3 mai, le scrutin de ballottage donne la victoire au F. P. mais, le 10 mai, sous le signe de Sarraut, les fascistes manifestent en plein Paris, sans que soit envisagée aucune riposte ouvrière. Le 11 mai, le gérant de « la Commune » est condamné à 13 mois de prison pour outrages à magistrat. Le 24 mai, les militants bolcheviks-léninistes sont assommés au Mur des Fédérés sur l'ordre des responsables stalinien tandis que les radicaux défilent devant le tombeau des communards, derrière le chiffon tricolore des Versaillais. Le gouvernement de Front populaire commençait...

Le 26 mai 1936, le prolétariat parisien entre en lutte et les premières usines sont occupées.

## Le mouvement de Juin

Rapidement, malgré l'opposition des bonzes syndicaux débordés par leurs troupes, le mouvement s'étend. Sarraut a passé la main à Blum qui a formé son premier ministère mais qui n'ose résister ouvertement à la poussée ouvrière. Le 2 juin, la grève arrêtée un moment, reprend chez Renault. Le 5 juin, les Uni-Prix, les cafés, les restaurants entrent en lutte à leur tour. Le 10, les bouchers débrayent. Partout, les taules sont occupées ; le patronat recule, épouvanté et toutes les couches, même les plus arriérées du prolétariat, participent à la lutte.

Le 11 juin, le mouvement est à son apogée.

Le P.C.I. dit aux ouvriers : « Prenez les usines ».

Mais Thorez déclare : « Il faut savoir terminer une grève ».

Le mouvement reflue. Le travail reprend mais le prolétariat, loin de rentrer vaincu, a arraché d'importants avantages : augmentation de salaires, semaine de 40 heures, congés payés, contrats collectifs, reconnaissance des délégués d'entreprises.

Mais, bientôt, les Jouhaux et les Racamond sont arrivés à endiguer la combativité des travailleurs qui, au lieu de continuer la bataille, rentrent, pleins d'enthousiasme et pleins de confiance, aussi, dans le Front populaire.

## Salengro au secours de la bourgeoisie

La bourgeoisie s'est quelque peu ressaisie, mais elle a eu chaud. Aussi, maintenant, elle montre les dents et exige du gouvernement des garanties. Elle ne peut laisser porter atteinte au sacro-saint droit de propriété et, au Sénat, le ministre de l'Intérieur Salengro reçoit une verte semonce. Le capitalisme veut des déclarations précises et il entend que ses intérêts soient défendus.

Le gouvernement à direction socialiste qui, pendant les grèves, a seulement pu faire confiance aux dirigeants de la C.G.T., entend démontrer qu'il est capable de gérer aussi bien qu'un autre, les intérêts du patronat. Et c'est la fameuse déclaration de Salengro, affirmant, aux applaudissements des sénateurs réactionnaires, que les occupations d'entreprises ne seront plus tolérées et s'engageant, au nom du gouvernement, à obtenir, si-besoin est, l'évacuation par la force.

Moins de trois mois plus tard, le gouvernement Blum tient les promesses du défunt

Salengro et les flics de Dormoy expulsent les grévistes de la Chocolaterie des Gourmets.

## L'arbitrage obligatoire

Il convient maintenant d'éviter le retour d'un mouvement semblable à celui de Juin 1936. Les directions syndicales ne suffiront pas pour trahir la classe ouvrière et il faut rapidement forger une arme efficace contre le prolétariat. A la déclaration du radical Campinchi qui, en Octobre 36, proclame : « Notre parti est, en France, la seule force contre-révolutionnaire », répondra, au mois de décembre, le projet sur l'arbitrage obligatoire. Socialistes, stalinien et bonzes syndicaux répètent que la grève est « l'arme d'un syndicalisme faible » et qu'il convient d'établir et de réglementer la collaboration entre le patronat et le salariat.

A la force ouvrière, on substitue, avec la complicité des dirigeants de la C.G.T., le surarbitrage bourgeois, chargé de défendre le capitalisme et aux décisions duquel devront se soumettre les travailleurs, sous peine d'être désavoués par leur syndicat. Dans tous les pays où a été institué l'arbitrage obligatoire, il a joué contre les intérêts des ouvriers.

Depuis le vote de la loi sur l'arbitrage obligatoire, celui-ci a été appliqué à maintes reprises mais il serait impossible de citer un cas dans lequel il ait été favorable aux travailleurs. Le dernier arbitrage rendu à la suite du conflit de la métallurgie est, à cet égard, tristement significatif.

## Comment ils ont trahi

Que reste-t-il aujourd'hui des conquêtes de 1936 ? La hausse des salaires, arrachée en juin, est, très rapidement apparue comme illusoire car elle a été, presque aussitôt, suivie d'une hausse généralisée du coût de la vie qui a enlevé tout avantage à ceux dont on avait augmenté le salaire.

Qu'a fait, contre la hausse des prix, le Front populaire ? Il a créé des Comités fantômes de contrôle des prix.

Le deuxième gouvernement de Front populaire a succédé au premier et, soucieux de parachever l'œuvre de son devancier qui, en novembre 1936, employait, à Roubaix et à Tourcoing, les encasernés pour briser la grève des charbonniers, Chautemps faisait voter par sa fidèle majorité socialo-radicalo-stalinienne le « statut moderne » du travail, nouvelle camisole de force passée au prolétariat et qui aboutissait pratiquement à supprimer le droit de grève.

Aujourd'hui, au lendemain d'un mouvement dont « la Commune » a tiré les enseignements, le sinistre Daladier annonce un nouveau statut de la grève, destiné à supprimer les derniers droits du prolétariat et à faire dépendre les décisions des travailleurs de la flicaille sous la surveillance de laquelle devront se faire les opérations de vote pour la grève.

Les lois sociales du Front populaire ? L'arbitrage obligatoire, la neutralisation qui revient à supprimer l'occupation, le statut moderne du travail, le statut de la grève, autant de chaînes destinées à lier les mains des travailleurs.

## Les défaites

Au moment où, sur le plan parlementaire, les représentants du Front populaire déployaient de tels efforts pour ligoter la classe ouvrière, stalinien et réformistes de la C.G.T. volaient, eux aussi, au secours de la bourgeoisie. Depuis mai 1936, les bonzes Jouhaux ou Racamond ne sont intervenus que pour prêcher le calme et pour torpiller les luttes ouvrières. Depuis la grève générale victorieuse, les travailleurs, chaque fois dupés par leur direction syndicale, n'ont connu que des échecs.

Défaite des coiffeurs, défaite des H.C.R.B.,

défaite à la Simca, défaite aux Magasins Réunis, défaite chez Goodrich... On n'en finirait pas de les énumérer.

Et la dernière défaite, la plus importante, celle des métallos, a montré ce que valait l'arbitrage obligatoire, en même temps qu'elle consacrait la première atteinte aux 40 heures, subordonnées maintenant aux nécessités de la défense « nationale ».

Où sont les provocateurs et les traîtres ? Et lesquels apportent de l'eau au moulin fasciste ?

## La lutte contre le fascisme

Le Parlement s'est donné à lui-même et a donné à ses électeurs la comédie de la dissolution des Liges, mais, dès le mois de décembre 1936, les Croix de feu reconstitués en P.S.F. tenaient librement leur Congrès en plein Paris.

Moins d'un mois avant, le 23 novembre 1936, le Croix-de-Feu Cusinberghe pouvait librement assassiner l'ouvrier nord-algérien Acherchour sûr qu'il était d'un acquittement que lui accorda, en effet, la justice bourgeoise.

En décembre 1936, Doriot peut librement faire une tournée de propagande en Algérie.

Le 16 mars 1937, la police de Dormoy venue à Clichy pour protéger les Croix de Feu, tire sur les travailleurs qui partent en laissant des cadavres...

Après avoir fait grand bruit autour du complot du C.S.A.R., on relâche les inculpés un à un et l'on s'est bien gardé d'inculper les principaux responsables et les bailleurs de fonds.

Les torchons fascistes paraissent librement. Doriot et La Rocque ne sont pas encore en prison. Chiappe parade à la Chambre et les réunions des « dissous » se tiennent sous la protection de la police du Front populaire.

Où en est la lutte contre le fascisme !

## Un bilan

Pour la paix, qu'à fait le Front populaire ?

En novembre 1936, le budget de guerre est en augmentation de 10 milliards sur le précédent. Les deux ans et les périodes de réserves sont maintenus. En octobre 36, exercices de défense passive. On prépare la militarisation de la jeunesse et, dans l'armée, on renforce la discipline.

Pour la liberté : janvier 1937, dissolution de l'Etoile Nord-Africaine, bientôt suivie de fusillades en Algérie, en Tunisie, puis à Meknès. Arrestation de Messali et de nombreux camarades nord-africains.

En 1938, on fusille à nouveau en Tunisie. Saisie et interdictions de journaux ouvriers : « La Patrie Humaine », « Le Libertaire », « La Lutte Ouvrière », « La Jeune Garde », « La Commune », « La Caserne », etc... Arrestations et inculpations de militants ouvriers.

Pour l'Espagne : En janvier 1937, la Chambre unanime décide un cordon sanitaire autour de l'Espagne, sous prétexte de neutralité, on laisse assassiner les révolutionnaires espagnols. En octobre 1937, on expulse les réfugiés espagnols...

## Mai 1938

Après deux ans de Front populaire et devant un tel bilan, que te reste-t-il à faire, travailleur de France ?

Suivre ceux qui te conviennent à un Premier Mai tricolore auquel ils veulent enlever tout sens de classe ?

Où reprendre le drapeau rouge et, malgré les traîtres et les capitulards, accentuer la lutte contre ta propre bourgeoisie et préparer pour demain « ton » véritable gouvernement : le gouvernement ouvrier et paysan ?

Travailleur de France, ton sort est entre tes propres mains.

# LA FIN DU STALINISME APPROCHE

Nous avons publié, autant qu'il était possible de le faire, des informations sur les hécatombes en U.R.S.S. Nous avons montré Staline frappant tous les cadres de toutes les institutions soviétiques.

Depuis plusieurs semaines, un silence presque complet sévit. L'attentat contre Mekhlis n'est ni confirmé ni démenti. Il est aussi question de 2.000 arrestations à Moscou pour avoir un Premier Mai tranquille. Le silence dans la presse est au moins aussi utile que les monstrueux déversements d'accusations au moment des procès.

Nous publions ci-dessous deux articles extraits du « Bulletin de l'Opposition » en langue russe. Le premier de ces articles est signé de Trotsky.

## Staline et Hitler

(A propos du discours de Wichinski)

**P**AR un symbolisme tragique des faits, le procès de Moscou se termine aux sons de fanfares claironnant l'entrée de Hitler en Autriche. Cet événement n'est pas dû au hasard. Evidemment, Berlin est tout à fait au courant de la démoralisation dans laquelle la clique du Kremlin, luttant pour sa sauvegarde, a plongé l'armée et la population.

Staline n'a pas remué le petit doigt l'année dernière, lorsque le Japon annexa deux îles russes sur l'Amour. Il préparait alors l'exécution des meilleurs généraux rouges. Par ce fait, Hitler pouvait être à présent absolument certain, qu'à l'occasion du nouveau procès, il pouvait amener son armée en Autriche.

Quels que soient les sentiments à l'égard des accusés de Moscou, quelle que soit l'appréciation de leur conduite dans les griffes du Guépéou, Zinoviev, Kamenew, Smirnov, Piatakow, Radek, Rykow, Boukharine, Rakowski et tant d'autres ont démontré, par l'œuvre de leur vie entière, un dévouement désintéressé envers le peuple russe et dans la lutte pour la liberté.

En les exécutant ainsi qu'en exécutant des milliers d'autres moins connus mais non moins dévoués à la cause, Staline continue d'affaiblir la force morale de l'opposition du peuple. Les arrivistes sans conscience ni honneur sur lesquels Staline est obligé de s'appuyer de plus en plus fréquemment, trahiront le pays au moment décisif.

Au contraire, les prétendus « Trotskystes », dévoués au peuple mais non à la bureaucratie, prendront au moment d'une agression contre l'U.R.S.S. la même position qu'ils ont prise dans le passé.

Mais quelle importance ceci peut-il avoir pour Wichinski qui, pendant la révolution, se cachait chez les Blancs et qui ne s'accrocha aux Bolcheviks qu'après la déconfiture certaine des Blancs, au moment précis où la possibilité de faire carrière s'ouvrit devant lui ? Wichinski demanda 19 têtes, avant tout la tête de Boukharine, que Lénine nomma très souvent « le favori du Parti » et qu'il désigna dans son testament comme « le meilleur théoricien du Parti ».

Avec quel enthousiasme les agents du Comintern applaudissaient-ils les discours de Boukharine, lorsque celui-ci était encore au sommet... Mais au moment où la clique du Kremlin se détourna de lui, les « Boukhariniens » d'hier s'inclinèrent respectueusement devant les faux monstrueux de Wichinski.

L'accusateur demanda la tête de Iagoda. De tous les accusés, Iagoda, certainement, mérita une peine sévère, quoique pas pour les faits qui lui sont reprochés. Wichinski compara Iagoda au fameux gangster Al Capone, et il ajouta : heureusement, nous ne sommes pas aux Etats-Unis.

Aucun ennemi des Soviets ne pourrait faire une comparaison aussi dangereuse ! Al Capone ne fut pas Chef de la Police aux Etats-Unis. Tandis que Iagoda fut à la tête du Guépéou pendant plus de dix ans et pendant ce laps de temps, il fut le meilleur collaborateur de Staline.

Selon Wichinski, Iagoda est « l'organisateur et l'inspirateur des crimes les plus monstrueux ». Mais toutes les arrestations, envois en exil et exécutions des oppositionnels, y compris le procès Zinoviev-Kamenew, furent accomplis sous la direction de l'Al Capone moscovite.

Ne faudrait-il pas réviser des dizaines de milliers de répressions ? Ou bien les méfaits du fameux « trotskiste secret » Iagoda

n'étaient pas des « crimes monstrueux » lorsqu'ils se dirigeaient contre les trotskystes ?

Wichinski demande les têtes de Lévine et des autres médecins du Kremlin qui, au lieu de prolonger les vies humaines, s'occupaient, paraît-il, de précipiter la mort.

Mais, s'il faut croire l'instruction du procès, ils auraient commis ces crimes non pour des raisons politiques ou des raisons personnelles, mais uniquement par crainte de Iagoda.

Le Chef du Guépéou, majordome de Staline, menaçait les médecins de détruire leurs familles si ces derniers n'empoisonnaient pas les patients désignés. Le pouvoir de Iagoda était si puissant que les grands médecins du Kremlin eux-mêmes n'osaient pas dénoncer « Capone » mais s'inclinaient docilement devant tout ordre. Sur ces « confessions », Wichinski bâtit ses accusations. Il en résulte que « Capone » a régné d'une façon illimitée sur l'Union Soviétique. Sa place, il est vrai, est occupée par Ejow. Mais où est l'assurance que celui-ci vaut mieux ?

Dans l'ambiance de ce despotisme totalitaire, dans cette opinion publique étouffée, en l'absence complète de contrôle, seuls les noms des gangsters changent, le système subsiste, hélas !

Wichinski a parlé pendant cinq heures et demie, demandant 19 exécutions, soit 18 minutes par tête. Pour Rakowski et Bessonow, le magnanime Procureur n'a demandé que 25 ans de prison. Ainsi, Rakowski qui a donné 50 années à la lutte pour la libération des ouvriers peut espérer racheter ses crimes imaginaires lors de son 90<sup>e</sup> anniversaire.

La seule consolation devant ce terrible et au fond ridicule procès, c'est la tournure radicale prise par l'opinion publique. La voix de la presse mondiale est entièrement à l'unisson. *Nulle part, personne ne croit plus les accusateurs.* Tout le monde comprend le sens véritable du procès. On ne peut penser que la population de l'U.R.S.S. se compose d'aveugles et de sourds. Les organisateurs de ces mensonges se sont isolés de toute humanité. Le procès actuel est une des dernières convulsions de la crise politique en U.R.S.S.

Plus vite la dictature d'Al Capone se transmutera en un gouvernement d'ouvriers et de paysans, mieux l'U.R.S.S. se sentira devant les menaces du fascisme, à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

L'heure de la renaissance de la démocratie soviétique sonnera le glas pour Hitler, Mussolini et Franco.

## Les nouvelles couches sautent le mur

**A** PRES les dernières révisions et les nettoyages insensés dans le personnel soviétique à l'Etranger, quatre importants agents du Kremlin ont, dans les derniers mois, sauté le mur : Ignace Reiss, Alexandre Barmine, Walter Kriwitzki, et enfin Feodor Butenko.

Si l'on tient compte des conditions d'éducation de l'élite, de son contrôle et en particulier le système du maintien d'otage, ce pourcentage doit être considéré comme très haut. Il témoigne de la puissance des forces centrifuges qui déchirent la bureaucratie. Ce fait sautera d'autant plus aux yeux, si l'on considère la nouvelle orientation politique de ceux qui ont sauté le mur.

Ignace Reiss se mit immédiatement sous le drapeau des bolcheviks-léninistes. Par cela il prouva immédiatement sa position morale et politique. Pour se décider à faire, en ce moment, une telle démarche, il fallait être un véritable révolutionnaire.

Au premier pas de sa nouvelle route, Reiss tomba en héros de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il a laissé une amie et un fils qui étaient étroitement liés à lui pendant toute sa vie, et qui resteront fidèles à sa mémoire après sa mort. Lorsque ce fils sera assez grand pour reprendre le drapeau tombé des mains de son père, la IV<sup>e</sup> Internationale sera déjà une grande force historique.

Alexandre Barmine, s'est détaché de la bureaucratie en se dirigeant à gauche, mais il n'a pas encore choisi sa route définitive. Nous n'avons ni des raisons ni le droit de faire pression sur lui. Nous comprenons très bien les difficultés du choix après plusieurs années de séjour dans la caserne de la bureaucratie stalinienne.

Nous lui souhaitons de ne pas faire erreur !

Walter Kriwitzki, si nous ne faisons pas erreur, est attiré par la démocratie bourgeoise ; nous ne voulons pas dire par cela qu'il quitte la bureaucratie stalinienne vers la droite.

Des rangs entiers de l'appareil soviétique sont remplis de gens pensant bourgeoisement. Quand ils quittent l'uniforme stalinien, ils montrent leur véritable nature po-

litique. Si notre supposition sur Kriwitzki est fautive, nous serons les premiers à être heureux.

Feodor Butenko a fait un saut vers le fascisme. Devait-il renoncer à beaucoup de choses ? Devait-il changer beaucoup en lui-même ? Nous ne le croyons pas. Une partie très importante de l'appareil stalinien se compose de fascistes subconscients. Mettre en parallèle le régime soviétique avec le fascisme est une erreur historique très grossière, dans laquelle tombent les dillettantes ultra-gauches ignorant les différences des bases sociales. Mais la symétrie de construction politique, la ressemblance des méthodes totalitaires et des types psychologiques sautent aux yeux. Butenko est un symptôme de très grande importance. Il révèle les arrivistes de l'école stalinienne dans leur état naturel.

Si l'on pouvait radiographier politiquement l'appareil soviétique, on y trouverait des bolcheviks inconsistants, des révolutionnaires honnêtes mais confus, des démocrates bourgeois, enfin des candidats au fascisme. On peut admettre avec assurance que plus le caractère du groupement est réactionnaire, plus vite il se développera au sein de la bureaucratie.

Le rébus politique des procès de Moscou consiste en ce que l'appareil qui a soulevé Staline vers la toute-puissance ne veut plus le porter.

Les forces centrifuges au sein de la bureaucratie ne font que refléter, chacune à sa façon, les profonds antagonismes sociaux dans la société « sans classe », ainsi que la haine générale des masses contre la bureaucratie.

La fraction personnelle de Staline n'est pas nombreuse et consiste en un groupement de vauriens du genre de Wichinski et de Ejow.

Le bolchevisme s'éleva vers un gouvernement sans bureaucratie du « type de la Commune ». Staline créa un gouvernement qui se dévore lui-même par la bureaucratie du « type du Guépéou ». C'est pour cela que l'agonie du stalinisme présente une vision terrible et dégoûtante dans l'histoire de l'Humanité.

## FONCTIONNAIRES

La Fédération des Fonctionnaires est allée voir Marchandeaupour demander une augmentation de traitements de 10 %.

M. Charles Laurent, haut fonctionnaire, a eu probablement besoin de lire sur les murs de Paris l'affiche éditée à très grands frais contre les métallos pour s'apercevoir que les traitements des fonctionnaires sont bien misérables.

M. Charles Laurent est allé demander une augmentation de 10 %. La légitime revendication des fonctionnaires d'une augmentation de traitements est, sous la forme présentée par M. Charles Laurent, scandaleuse : le chef de bureau, le commissaire de police, l'officier supérieur, le magistrat seraient bien autrement favorisés que l'instituteur, le facteur, le cantonnier, l'employé de bureau.

Même sous la forme présentée par M. Charles Laurent, la revendication des fonctionnaires a été l'objet d'un refus par le ministre des Finances, qui y a opposé la question de confiance gouvernementale.



Les petits fonctionnaires, qui ont été dupés par le Front populaire, qui se sont mis la ceinture en juin 36 pour ne pas gêner Blum, qui ont continué à le faire ensuite — parce que c'était la « pause » — qui ont vu leurs traitements réduits par la montée du coût de la vie et l'avilissement de la monnaie, les petits fonctionnaires ne doivent pas lier leur sort ni aux gros fonctionnaires ni au gouvernement. Ils doivent établir leur cahier de revendications et s'organiser pour préparer la lutte.

Ce sont les catégories mieux placées pour la bataille, notamment les P.T.T., qui doivent en prendre l'initiative. Les militants révolutionnaires doivent se concerter. Les petits fonctionnaires doivent avoir un programme et une organisation pour aller à la bataille.

## A VITRY

Un groupe scolaire est en construction dans la voie Ballu. Comme la municipalité fait pavoiser pour le Premier Mai avec des drapeaux rouges et des drapeaux tricolores, les gars du chantier avaient hissé un drapeau rouge avec la faucille et le marteau, pas de torchon tricolore.

Peu après, le premier adjoint Vendé-vendu, a rappliqué, donnant ordre d'enlever le drapeau... pour ne pas heurter la population. Mais les gars ont refusé, lui disant : va le faire toi-même. Ainsi le drapeau rouge resta près d'une journée avant que les officiels le fassent enlever.

de la construction  
Internationale



dent, est transformée en agresseur, et ce n'est pas par hasard. Les élèves de M. Marchandeaupar savent déformer et souiller les faits les plus intimes.

L'ouvrier révolutionnaire doit savoir que, sous leur aspect patelin, la poignée de dirigeants du P.O.I. n'a pas assez de force pour être bolchevik-léniniste dans sa critique, dans ses rapports avec les autres militants ou tendances. « On sourit à celui que l'on peut manœuvrer ! » c'est le vieil adage des bureaucrates, cité admirativement par Rousset et autres. « Tous les moyens sont bons » abrite toutes les malpropretés... « Tout est politique » masque un cynisme banal sous un docte matérialisme. Ces gens oublient que les militants, dans leurs rapports de travail et de lutte, ne vivent pas que de politique ; l'affinité politique est un sérieux ciment, mais sur la base de cette affinité, les rapports loyaux, l'honnêteté tout court arment ce ciment. Foin de tout cela ! ces gens ne sont sensibles qu'à leurs petites histoires personnelles.

Ces cyniques ne sont, pour la plupart, que de pitoyables irresponsables. Leur revue théorique est un symbole. On peut y lire des « avertissements importants » comme celui-ci, dans le dernier numéro :

« Une série de pages ne se sont pas trouvées à leur place, pour tout le tirage, défigurant ainsi deux articles de L. Trotsky.

Deux pages de l'article « Avant la nouvelle guerre mondiale » ont été interverties avec

## Arsenal du militant

# L'ordre et la répression

**F**INI le bon temps ! Du temps que les ministères socialistes se succédaient, les journaux révolutionnaires étaient poursuivis et saisis, les révoltes des coloniaux étouffées et leurs associations, comme l'« Etoile Nord-Africaine », dissoutes ; les bagarres et les manifestations ouvrières, du genre de celle de Clichy, réprimées par la force policière ; le travail de propagande révolutionnaire parmi les soldats rigoureusement interdit sous peine de poursuites judiciaires. Aujourd'hui, nous avons un gouvernement d'ordre et de calme. Avec méthode, Daladier continue l'œuvre de ses prédécesseurs. Les gérants de journaux poursuivis par Monsieur Dormoy sont condamnés par les bons soins de M. Daladier ; les prisons tunisiennes s'emplissent ; les juges finissent d'enterrer les dossiers du C.S.A.R. ; les étrangers traqués, ramassés dans des rafles organisées en série, expulsés au delà de la frontière la plus proche dans un pays qui les refoule, se retrouvent en prison, ballottés entre les pattes d'une flicaille insolente et haineuse, parfaitement inapte à juger de leur sort ; quant aux soldats, ils reconnaissent la main paternelle du « père des soldats », qui les châtie d'autant mieux qu'il les aime tant.

Malgré tout l'arbitraire que l'on constate dans cette mise en ordre et ce nettoyage, il serait faux de croire que la bourgeoisie frappe à tort et à travers. Les enquêtes sur les militants civils ou militaires sont menées avec diligence, les correspondances jugées suspectes sont détournées, les appareils téléphoniques de nombreux abonnés sont reliés à la table d'écoute de la préfecture de police de la ville, les interrogatoires multiples servent à la documentation des juges d'instruction qui arrivent ainsi par intimidation à rassembler une quantité de renseignements qu'ils font vérifier sur des affaires dont, au début, ils ne connaissent pas le moindre mot.

Devant la répression à l'usine (pendant les grèves), à la caserne ou sur les bateaux, où la discipline est encore plus féroce, le militant doit avoir un certain nombre de règles élémentaires de conduite qui ne sauraient varier :

a) De toute façon, dès qu'un militant est inquiété par la police, il doit se mettre en relation avec son organisation. Au cas d'ar-

Journal composé et tiré par des ouvriers syndicaux  
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »  
Le Gérant A. BASTIDE

deux pages de l'article « Quatre-vingt-dix années de « Manifeste Communiste ». Ainsi, les pages doivent être lues dans l'ordre suivant : 5, 11, 10, 8, 9, 7, 6, 12, 13, etc... (s'c). Au bas de la page 9, il faut rétablir une ligne qui manque : ... (les « staliniciens ») ont pris le même chemin : la politique de ce qu'on appelle les « fronts populaires, etc... »

D'autre part, deux lignes manquent au bas de la page 19 (sur K. Liebknecht).

Nous avons décidé de mettre ce numéro en vente au prix de 1 franc. Les deux articles de Trotsky seront intégralement reproduits dans le prochain numéro de « Quatrième Internationale ».

La Rédaction.

Triste galimatias. Ceci en démontre plus que le présent article sur la direction responsable du P.O.I. Il nous serait aisé d'ironiser en rappelant que les articles dont il est mentionné dans ce solennel avertissement sont lisiblement publiés par nous, dans « La Vérité », depuis trois mois ; mais il est plus important de souligner que les méthodes d'organisation du petit clan de la « L.O. » aboutissent à l'affaiblissement théorique, à l'ameusement numérique, à ces spectacles d'incohérence rarement égalée. Quand ces gens nous accusent de sabotage, on les doit prier de balayer devant leur porte !

Ce ne sont pas ces méthodes qui assureront le développement d'une IV<sup>e</sup> Internationale. Encore une fois, si cela est du trotskysme « officiel », mieux vaut être des bâtarde !

restation, un avocat que l'organisation délègue est un lien assez sûr.

b) En cas d'interrogatoire comme témoin ou comme inculpé, parler le moins possible. 1° La solidarité la plus élémentaire veut que l'interrogé taise les noms, les adresses, les signalements de ses camarades de combat, renseignements qu'aucune intimidation ne peut excuser ; 2° Dans la majorité des cas, il est plus dangereux de discuter avec un juge d'instruction que l'on ne peut guère convaincre, sur le fond d'une affaire, que de le laisser palatanger dans son enquête. Les personnages de Dostoïewsky peuvent se le permettre, mais la plupart des jeunes soldats ou des ouvriers ont avantage à se taire, le juge d'instruction est un adversaire très fort dans la discussion.

c) La plus grande sottise est d'adopter une attitude repentante en espérant flatter ses juges. Les regrets, les protestations de bonne foi, même feints, sont autant de petites capitulations qui entraînent souvent aux aveux et à la compromission d'autres militants. Il faut, en prison comme en liberté, rester un militant, conserver une attitude naturelle mais très réservée vis-à-vis des gardiens comme des juges.

d) Les procès contre des militants doivent être minutieusement étudiés par leur organisation. Aucun camarade civil ou soldat ne doit adopter une attitude devant le tribunal sans que l'organisation ne l'ait déterminée. Abandonner un camarade à lui-même est une sottise et une négligence, bien que, dans une répression générale, bien des révolutionnaires sont forcément coupés de toute liaison. Il n'y a pas d'attitude définie une fois pour toutes. Chaque cas doit être examiné. Mais toujours le militant révolutionnaire doit savoir que même son jugement est une petite phase du grand combat de classe et que la cause révolutionnaire pour laquelle il est attaqué doit en sortir renforcée.

e) Le premier travail après la répression est de renouer les liaisons en changeant un peu les modalités du travail. Les correspondants doivent se méfier des vieilles adresses devenues douteuses ; leurs lettres, dans ces périodes, devront avoir un caractère général, être signées de pseudonymes nouveaux, au bout de peu de temps de nouvelles adresses doivent leur être fournies.

f) La panique en cas de répression est la plus mauvaise conseillère. Si un militant sait conserver ses archives en ordre et en lieu sûr, s'il sait se débarrasser des papiers inutiles, détruire les lettres dangereuses dès la lecture terminée, il aura évité la moitié des difficultés. Les carnets d'adresse, les aide-mémoire sont autant d'objets nuisibles dans les mains de la police. La réaction la plus courante chez les camarades traqués ou surveillés seulement est d'arrêter toute activité. C'est une « réaction » très explicable, mais pas une attitude conséquente de militant révolutionnaire. La répression bourgeoise atteint dès lors son but rien que par la menace. La seule attitude possible pour un révolutionnaire est de continuer le travail dans son organisation avec d'autres modalités de travail ; certains cas ne sont ni simples ni rapidement résolus, mais toujours il doit être fait le maximum dans ce sens, et par le militant, et par l'organisation, faute de quoi celui-ci capitule, disparaît dans la répression, ou sert des intérêts qui ne sont pas ceux de sa classe.

### Abonnement à « LA COMMUNE » :

Un an ..... 30 fr.

6 mois ..... 15 fr.

3 mois ..... 8 fr.

Compte Chèque postal :

BRASCH 1773-07 Paris

# Avec les jeunes exploités

Aux camarades J.S. de la Fédération de la Seine "dissous"

## A l'Offensive contre le réformisme !

**A**UTANT dans la lutte contre la bourgeoisie les bureaucrates de la J.S. montrent de mollesse, autant ils emploient la plus grande brutalité lorsqu'il s'agit de lutter contre les jeunes révolutionnaires qui entendent rester fidèles à leur classe. C'est la conséquence de la politique de collaboration de classe des réformistes S.F.I.O. fidèles valets de la bourgeoisie.

Les exclusions effectuées la semaine dernière forment la cinquième charrette dans le mouvement de la jeunesse social-démocrate, depuis 1935. C'est dire qu'il ne s'agit pas d'un fait occasionnel, mais d'une crise profonde dont on doit comprendre les raisons pour fixer une perspective politique juste dans la période présente.

### La signification de la crise dans la J.S.

Si les bureaucrates ont acquis une grande expérience et une habileté consommée dans l'art des exclusions, si leurs mesures répressives croissent ainsi en ignominie et en hypocrisie, ce serait un crime de la part des jeunes révolutionnaires de ne pas tirer de leur côté les leçons indispensables afin de rendre plus efficace la lutte contre les traîtres au Socialisme.

Au Congrès de Lille, en 1935, se produisit une rupture importante dans la J.S. ; c'était, comme d'ailleurs dans les scissions suivantes, la Fédération de la Seine qui en faisait les frais.

Cette rupture, malgré toutes les espérances qu'elle avait soulevées, n'aboutit pas, par suite de la politique hésitante et de toute une série d'erreurs qui ont été la source de la crise des partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale en France, à la formation de l'organisation révolutionnaire de la Jeunesse.

Les exclusions prises après le congrès de Creil n'ont pas non plus donné de solution aux problèmes de l'organisation révolutionnaire, les exclus manquant de perspectives politiques, n'ont pas même défini de plateforme, ont été dans l'incapacité de ce fait, d'avoir une activité sérieuse.

A votre tour, camarades J.S. « dissous » de la Seine, qu'allez-vous faire ? Tirerez-vous les leçons des expériences précédentes, et engagerez-vous l'offensive politique contre les II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> Internationales dans le sens du regroupement révolutionnaire sur le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale ?

Où resterez-vous prisonniers des débats sur les formalités d'exclusion, le redressement de la S.F.I.O. et ainsi irez-vous vers l'effrilement de vos forces ?

Là est le problème profond qui se pose pour vous et pour toute l'avant-garde révolutionnaire.

La crise dans la J.S. montre également, une fois de plus, l'incapacité du Front populaire d'apporter à la jeunesse ouvrière la moindre revendication concrète. Et non seulement le Front populaire a été incapable d'apporter quelque chose, il a de plus approfondi considérablement la crise économique et politique de la jeunesse.

De tout temps, les opportunistes ont mené une lutte farouche contre la jeunesse

Les bonzes réformistes et staliniens du Front populaire ont cru pouvoir paralyser la jeunesse en remplaçant les organisations de lutte par l'organisation des loisirs et des sports, et une direction politique par une tutelle bureaucratique, afin de faire ainsi « avaler », l'élimination des jeunes de la

vie politique des usines (pas de délégués avant 21 ans), les deux ans de servitude dans l'armée, où l'on cherche à la loupe la « démocratie » tant prônée par les staliniens, et tous les autres « bienfaits » du Front populaire que l'on veut noyer dans le fameux « Vive la vie, vive la joie et vive l'amour ».

Cette incapacité du Front populaire de donner à la jeunesse une voie d'action révolutionnaire devait inévitablement avoir comme résultat d'une part de mettre de larges couches de jeunes à la merci des organisations bourgeoises, cléricales et fascistes, d'autre part de susciter des crises plus ou moins violentes dans les organisations mêmes du Front populaire, crise qui s'exprime de façon différente suivant les possibilités d'expression des jeunes dans ces organisations.

Ainsi, si les crises dans la J.C. ne s'expriment pas avec la même ampleur que dans la J.S., elles n'existent pas moins sous d'autres formes.

### IL FAUT BATIR L'INSTRUMENT DE LUTTE DE LA JEUNESSE

Vous connaissez sans nul doute la gravité de la situation, gravité qui est surtout accrue du fait de la non existence d'un parti et d'une jeunesse révolutionnaire donnant à la jeunesse et au prolétariat tout entier l'orientation de lutte indispensable pour vaincre les difficultés.

L'organisation qui vient de vous chasser avec une brutalité qu'elle n'emploie guère contre la bourgeoisie avec laquelle elle pactise dans les cabinets ministériels supporte

la principale responsabilité du pétrin dans lequel nous sommes actuellement engagés, ne permet pas de croire à une possibilité de réforme intérieure. Toute son existence est marquée par les trahisons les plus ignobles.

La tâche impérieuse au plus haut point est précisément, vous devez le comprendre, la destruction de ces organisations de trahison.

La lutte révolutionnaire intransigeante qu'il s'agit aujourd'hui plus que jamais de mener est inconciliable avec ces fossoyeurs du socialisme que sont les Chauchoy et consorts. Les possibilités de résistance et d'action efficace du prolétariat dans la période qui vient sont fonction, dans leur majeure partie, de l'existence du parti et de la jeunesse révolutionnaire.

Comme dans toute lutte, camarades J.S. de la Seine, l'offensive est le meilleur moyen de défense.

Dès aujourd'hui, votre sort est intimement lié au nôtre, par dessus même votre volonté.

Le problème de la construction de la nouvelle Jeunesse est inéluctablement posé devant nous, il s'agit de l'aborder de face sérieusement.

Nous, jeunes Communistes-Internationales, renouvelons notre appel aux camarades de la J.S.R., de la J.S.A. et de la Fédération des J.S. de la Seine « dissous » pour la formation d'un comité pour la nouvelle jeunesse révolutionnaire qui aura pour tâche l'organisation de la confrontation de nos positions politiques respectives.

## Doctrine et Histoire

### La Jeunesse et le Communisme

Au moment où le stalinisme détruit les notions élémentaires du Communisme, au moment où, à nouveau, les bureaucrates S.F.I.O. brisent l'aile révolutionnaire de la Jeunesse Socialiste ; au moment où plus que jamais se pose la nécessité d'édifier la nouvelle Jeunesse révolutionnaire, le texte ci-après doit être remis sous les yeux de tous les jeunes travailleurs.

C'est un court extrait d'une résolution du troisième Congrès de l'Internationale Communiste, lorsque celle-ci était encore celle de Lénine et de Trotsky.

Elle résume avec netteté les bases sur lesquelles doit s'appuyer la nouvelle jeunesse révolutionnaire, instrument de la victoire pour la jeunesse prolétarienne.

**L**E mouvement de la jeunesse socialiste est né sous la pression de l'exploitation capitaliste de la jeunesse laborieuse et du système illimité du militarisme bourgeois. Il est né comme réaction contre les tentatives d'empoisonnement de la jeunesse laborieuse par les idées bourgeoises nationalistes et contre la négligence et l'oubli dont s'étaient rendus coupables le parti social-démocrate et les syndicats dans la plupart des pays vis-à-vis des exigences économiques, politiques et spirituelles de la jeunesse.

Dans presque tous les pays, les organisations de la jeunesse socialiste furent créées sans le concours des partis social-démocrates et des syndicats, qui devenaient toujours de plus en plus opportunistes et réformistes, et dans quelques pays ces organisations se formèrent même contre la volonté de ces partis et des syndicats. Ceux-ci virent un très gros danger dans l'apparition des Jeunes Socialistes révolutionnaires indépendantes et essayèrent de réprimer ce mouvement, d'en changer le caractère et de lui imposer leur politique, en exerçant sur lui une tutelle bureaucratique, et en essayant de le priver de toute indépendance.

2) En outre, la guerre impérialiste et l'attitude prise dans la plupart des pays par les partis social-démocrates devaient agrandir l'abîme creusé entre les partis social-démocrates et les jeunes socialistes internationaux et révolutionnaires, et ac-

célérer le conflit. La situation de la jeunesse laborieuse empira pendant la guerre à cause de la mobilisation, de l'exploitation renforcée dans les industries militaires, et de la militarisation derrière le front. La majeure partie de la jeunesse socialiste prit résolument position contre la guerre et le nationalisme, se sépara des partis social-démocrates, et commença une action politique propre (conférences internationales de la jeunesse à Berne, en 1915, à Iéna en 1916).

Dans leur combat contre la guerre, les meilleurs groupes révolutionnaires des ouvriers adultes soutinrent les jeunes socialistes, qui devinrent par là un point de rassemblement des forces révolutionnaires. Elles prirent ainsi sur elles les jonctions des partis révolutionnaires qui faisaient défaut. Elle devinrent l'avant-garde dans le combat révolutionnaire et prirent la forme d'organisations politiques indépendantes.

LA GRANDE DIFFERENCE FONDAMENTALE QUI EXISTE ENTRE LES JEUNESSES COMMUNISTES ET LES JEUNESSES CENTRISTES ET SOCIAL-PATRIOTIQUES DEVIENT SURTOUT APPARENTE PAR LA PARTICIPATION ACTIVE A TOUS LES PROBLEMES DE LA VIE POLITIQUE ET AUX COMBATS ET ACTIONS REVOLUTIONNAIRES, DE MEME QUE PAR LA COLLABORATION A LA CONSTRUCTION DES PARTIS COMMUNISTES.